



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA SOMME

Préfecture de la Somme  
Direction des Affaires Juridiques et de  
l'Administration Locale  
Bureau de l'Administration Générale et  
de l'Utilité Publique

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
Société PANAVI à ESTREES DENIECOURT  
Mise en demeure

**ARRETE DU** 29 JAN. 2015  
La Préfète de la Région Picardie  
Préfète du département de la Somme  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L171-6, L171-8, L172-1, L511-1 et L514-5;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 31 juillet 2014 nommant Madame Nicole KLEIN, Préfète de la Région Picardie, Préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 août 2014 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Charles GERAY, Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 autorisant la société PANAVI à exploiter sur le territoire de la commune de ESTREES DENIECOURT, Z.A.C de la Haute Picardie, parcelle cadastrée ZN 68, une unité de fabrication de pains crus et précuits surgelés ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression ;

Vu la visite d'inspection du 7 octobre 2014 réalisée sur le site de production de PANAVI à ESTREES DENIECOURT;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 décembre 2014 transmis à l'exploitant par courrier du 24 décembre 2014, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, reprenant les constats effectués à l'occasion de l'inspection réalisée sur le site susvisé le 7 octobre 2014 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé;

Considérant que lors de visite d'inspection en date du 7 octobre 2014, les valeurs limites de rejet des eaux résiduaires en sortie de la station de pré-traitement fixées par l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que ce manquement est de nature à perturber le fonctionnement de la station de traitement communale et ainsi de nuire aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, en particulier par la pollution du milieu récepteur ;

Considérant que les solutions nécessaires au respect de ces valeurs nécessitent la réalisation d'une étude ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 susvisé, dispose, en son article 9bis que pour les équipements sous pression fixes l'exploitant tient à jour une liste des récipients, des générateurs de vapeur et des tuyauteries. Cette liste indique, pour chaque équipement, sa catégorie au sens de l'arrêté ministériel du 21 décembre 1999 relatif à la classification et à l'évaluation de la conformité des équipements sous pression, la nature, la périodicité et les dates de réalisation des inspections périodiques et des requalifications périodiques, et précise les équipements soumis à réévaluation périodique. .

Considérant que lors de la visite d'inspection en date du 7 octobre 2014, la liste des équipements sous pression présents sur le site était absente ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 9 bis de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PANAVI de respecter les prescriptions des articles 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 susvisé et 9 bis de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le délai fixé pour assurer cette mise en conformité doit être réaliste au regard des contraintes techniques et économiques;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Somme;

## ARRETE

### ARTICLE 1

La société PANAVI dont le siège social est situé Z.A. Montigné Est – 35 370 TORCE est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'ESTREES DENIECOURT.

### ARTICLE 2

La société PANAVI sise à ESTREES DENIECOURT est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 susvisé, en respectant après pré-traitement et avant rejet des eaux résiduaires dans la station d'épuration de la Communauté de Communes de Haute Picardie, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

▲ PH compris entre 6,5 et 8,5

▲ Température: inférieure à 30°C

<i>Débit maximal horaire (m<sup>3</sup>/h)</i>	<i>2 m<sup>3</sup>/heure</i>
<i>Débit maximal journalier des effluents industriels en sortie de pré-traitement</i>	<i>25 m<sup>3</sup>/jour</i>

<i>Paramètre</i>	<i>Concentration moyenne journalière (mg/l)</i>	<i>Flux maxi journalier (kg/j)</i>
MES	200	5
DCO	500	12,5
DBO <sub>5</sub>	300	7,5
NTK	30	0,75
Phosphore total (exprimé en P)	5	0,125
MEH	40	1

*Les prélèvements, mesures et analyses sont réalisés conformément à la normalisation en vigueur, lorsqu'elle existe.*

A cet effet, l'exploitant réalise une étude proposant des solutions visant à respecter les valeurs limites de rejet, pour l'ensemble des paramètres, y compris le débit.

La réalisation de cette étude est achevée au plus tard 3 mois après la notification du présent arrêté.

Cette étude est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

Les solutions retenues sont mises en place dans les délais les plus brefs et au plus tard sous 6 mois après la notifications du présent arrêté.

#### **ARTICLE 3 :**

La société PANAVI sise à ESTREES DENIECOURT est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 9 bis de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 susvisé, en faisant la liste des équipements sous pression présents sur le site au plus tard 1 mois après la notification du présent arrêté.

#### **ARTICLE 4 :**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif par l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 5 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 2 et 3 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 6 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le maire de la commune d'ETREES DENIECOURT, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Picardie et l'inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PANAVI.

Amiens le 29 JAN. 2015

Pour la préfète et par délégation  
Le secrétaire général

  
Jean-Charles GERAY



→ Sney  
SPRI wuv

Préfecture de la Somme

Direction des Affaires Juridiques et de  
l'Administration Locale

Bureau de l'Administration Générale et  
de l'Utilité Publique

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
Société PANAVI à ESTREES DENIECOURT  
Mise en demeure

**ARRETE DU** 29 JAN. 2015  
La Préfète de la Région Picardie  
Préfète du département de la Somme  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L171-6, L171-8, L172-1, L511-1 et L514-5;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 31 juillet 2014 nommant Madame Nicole KLEIN, Préfète de la Région Picardie, Préfète de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 août 2014 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Charles GERAY, Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 autorisant la société PANAVI à exploiter sur le territoire de la commune de ESTREES DENIECOURT, Z.A.C de la Haute Picardie, parcelle cadastrée ZN 68, une unité de fabrication de pains crus et précuits surgelés ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression ;

Vu la visite d'inspection du 7 octobre 2014 réalisée sur le site de production de PANAVI à ESTREES DENIECOURT;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 décembre 2014 transmis à l'exploitant par courrier du 24 décembre 2014, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, reprenant les constats effectués à l'occasion de l'inspection réalisée sur le site susvisé le 7 octobre 2014 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé;

Considérant que lors de visite d'inspection en date du 7 octobre 2014, les valeurs limites de rejet des eaux résiduaires en sortie de la station de pré-traitement fixées par l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que ce manquement est de nature à perturber le fonctionnement de la station de traitement communale et ainsi de nuire aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, en particulier par la pollution du milieu récepteur ;

Considérant que les solutions nécessaires au respect de ces valeurs nécessitent la réalisation d'une étude ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 susvisé, dispose, en son article 9bis que pour les équipements sous pression fixes l'exploitant tient à jour une liste des récipients, des générateurs de vapeur et des tuyauteries. Cette liste indique, pour chaque équipement, sa catégorie au sens de l'arrêté ministériel du 21 décembre 1999 relatif à la classification et à l'évaluation de la conformité des équipements sous pression, la nature, la périodicité et les dates de réalisation des inspections périodiques et des requalifications périodiques, et précise les équipements soumis à réévaluation périodique. .

Considérant que lors de la visite d'inspection en date du 7 octobre 2014, la liste des équipements sous pression présents sur le site était absente ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 9 bis de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PANAVI de respecter les prescriptions des articles 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 susvisé et 9 bis de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le délai fixé pour assurer cette mise en conformité doit être réaliste au regard des contraintes techniques et économiques;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Somme;

## ARRETE

### ARTICLE 1

La société PANAVI dont le siège social est situé Z.A. Montigné Est – 35 370 TORCE est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'ESTREES DENIECOURT.

### ARTICLE 2

La société PANAVI sise à ESTREES DENIECOURT est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 susvisé, en respectant après pré-traitement et avant rejet des eaux résiduaires dans la station d'épuration de la Communauté de Communes de Haute Picardie, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

⤴ PH compris entre 6,5 et 8,5

⤴ Température: inférieure à 30°C

Débit maximal horaire ( $m^3/h$ )	2 $m^3$ /heure
Débit maximal journalier des effluents industriels en sortie de pré-traitement	25 $m^3$ /jour

<i>Paramètre</i>	<i>Concentration moyenne journalière (mg/l)</i>	<i>Flux maxi journalier (kg/j)</i>
MES	200	5
DCO	500	12,5
DBO <sub>5</sub>	300	7,5
NTK	30	0,75
Phosphore total (exprimé en P)	5	0,125
MEH	40	1

*Les prélèvements, mesures et analyses sont réalisés conformément à la normalisation en vigueur, lorsqu'elle existe.*

A cet effet, l'exploitant réalise une étude proposant des solutions visant à respecter les valeurs limites de rejet, pour l'ensemble des paramètres, y compris le débit.

La réalisation de cette étude est achevée au plus tard 3 mois après la notification du présent arrêté.

Cette étude est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

Les solutions retenues sont mises en place dans les délais les plus brefs et au plus tard sous 6 mois après la notifications du présent arrêté.

#### **ARTICLE 3 :**

La société PANAVI sise à ESTREES DENIECOURT est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 9 bis de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 susvisé, en faisant la liste des équipements sous pression présents sur le site au plus tard 1 mois après la notification du présent arrêté.

#### **ARTICLE 4 :**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif par l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 5 :**

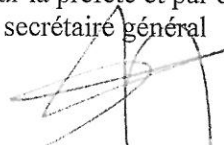
Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 2 et 3 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 6 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le maire de la commune d'ETREES DENIECOURT, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Picardie et l'inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PANAVI.

Amiens le 29 JAN. 2015

Pour la préfète et par délégation  
Le secrétaire général

  
Jean-Charles GERAY

